



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : Nîmes Réf: CBC/CBC	OBJET : CÉRÉMONIE COMMÉMORANT L'ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DE 1945 Du 07/05/2024 au 08/05/2024
---	--

Le Maire de la ville de NIMES, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles 417-12, R. 411-8, R. 411-25, R. 417-3, R. 417-9 et R. 417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage et le livre 1, 7ème partie, marques sur chaussée

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, règlementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu la demande du pétitionnaire en date du 19/04/2024,

Considérant qu'il importe de faciliter l'organisation et le déroulement des manifestations dans l'agglomération nîmoise,

ARRÊTE**ARTICLE 1 - Du 07 Mai 2024 à 19h00 au 08 Mai 2024 à 13h00**

Le stationnement de tout véhicule est considéré comme gênant :

- **Place de l'Eglise à Courbessac dans son intégralité.**
- **Route de Courbessac sur l'ancien arrêt de bus en face de l'école primaire.**
- **Rue de La Plaine à Saint Césaire.**

Seuls les véhicules des autorités peuvent stationner sur les emplacements réservés.

ARTICLE 2 - Le 08 Mai 2024 de 8h45 à 9h10

Le bus des anciens combattants " **KEOLIS LANGUEDOC**" est autorisé à stationner place des Arènes devant l'Hôtel du Cheval Blanc en voie de circulation.

ARTICLE 3 - Le 08 Mai 2024 de 8h30 à 13h00

Durant la cérémonie, des interruptions de circulation peuvent intervenir à l'initiative des Services de Police dans le créneau horaire du présent article, sur les voies citées dans l'article 1 du présent arrêté, ainsi que sur les voies ci-dessous :

- **Place des Arènes.**
- **Boulevard de Bruxelles.**
- **Boulevard de la Libération.**

ARTICLE 2 La signalisation relative aux dispositions susvisées est mise en place par les Services Municipaux.

ARTICLE 3 Les véhicules en infraction au présent arrêté sont enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

ARTICLE 4 Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 5 La publication du présent acte est consultable sur le site de la Ville de Nîmes : <https://www.nimes.fr/mairie/voirie.html>

ARTICLE 6 - M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,**

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*